



Délégation de l'Union européenne au Burundi

Bujumbura, le 09 octobre 2015

Déclaration locale de l'Union européenne sur la crise politico-sécuritaire au Burundi

La Délégation de l'Union européenne publie la déclaration suivante en accord avec les Chefs de Mission européens au Burundi:

"Une spirale de violence continue d'affecter la sécurité du Burundi, faisant de nombreux morts comme récemment dans les quartiers de Mutakura et de Cibitoke à Bujumbura. La Délégation de l'Union européenne et les Etats membres expriment leurs condoléances aux familles de toutes les victimes de ces confrontations.

Les responsables devront répondre de leurs actes. Il est impératif que la violence cesse et qu'il soit mis fin au climat d'impunité. Cela passe par l'ouverture urgente d'un dialogue inclusif, ouvert à toutes les forces politiques et prenant en compte les initiatives régionales en cours.

L'Union européenne et ses Etats membres n'ont cessé d'accompagner le Burundi même dans les moments les plus difficiles comme en témoigne leur participation à l'Accord d'Arusha en 2000. Ils ont été aux côtés du peuple burundais depuis plusieurs dizaines d'années et ont sans relâche soutenu le Burundi dans le processus de consolidation de la paix, la politique de développement et ses réformes. Confiants dans les perspectives ouvertes par la mise en œuvre de l'Accord d'Arusha, l'Union européenne et ses Etats membres ont considérablement accru leurs aides au Burundi aux cours des dernières années. Ainsi entre 2000 et 2015, l'UE a investi globalement plus de 2 Milliards d'Euro (environ 4 000 Milliards de BIF) en soutien des efforts burundais.

Cet important appui est la traduction des valeurs et des principes fondamentaux qui sous-tendent le partenariat Union européenne-Burundi tels qu'énoncés par l'Accord de Cotonou. Cet Accord met au cœur du partenariat le respect de tous les droits de l'homme, des libertés fondamentales et des principes démocratiques. C'est le respect de ces valeurs qui permettra à l'Union européenne de poursuivre et renforcer son appui visant à accompagner le Burundi dans la réconciliation et la lutte contre la pauvreté."